

20 juin 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclarations à la presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les nouvelles relations entre les pays industrialisés et l'Afrique, Palais de l'Élysée le 20 juin 2002.

QUESTION - Monsieur le Président, j'aimerais savoir pourquoi vous recevez aujourd'hui M. BONO dont l'engagement pour l'Afrique et pour la réduction de la dette, pour l'aide à l'Afrique, est bien connu ?

LE PRESIDENT - Vous savez que nous avons dans quelques jours le Sommet de Kananaskis au Canada, le Sommet du G8, et que l'objet principal de ce Sommet est la mise en oeuvre de ce que nous appelons le NEPAD, c'est-à-dire une nouvelle approche des relations entre l'Afrique et les pays industrialisés. C'est une approche qui substitue le partenariat à l'assistance. Et cela pose énormément de problèmes. Et je le reçois compte tenu de l'importance de la réflexion de BONO dans ce domaine, qu'il s'agisse de l'Afrique et de son développement, qu'il s'agisse de la lutte contre la pauvreté, qu'il s'agisse de tout ce qui touche à l'allègement de l'endettement de ces pays, les plus pauvres et aussi les autres, qu'il s'agisse de la lutte contre les grandes pandémies, à commencer par le SIDA naturellement, et qu'il s'agisse de la mise en oeuvre d'une politique de développement qui soient conforme aux exigences de la sauvegarde de la planète, c'est-à-dire de son environnement. Pour tout cela chacun sait que BONO est un spécialiste, qui y met à la fois la compétence et le coeur. D'ailleurs le récent voyage qu'il a fait avec le Secrétaire aux Finances américain a été extrêmement positif de ce point de vue.

QUESTION - Il a dit tout à l'heure qu'il souhaitait que votre passion pour l'Afrique se traduise par des engagements financiers "en cash". Est-ce que vous êtes en mesure de lui apporter une réponse financière, des engagements ?

LE PRESIDENT - Mais naturellement. C'est l'un des problèmes mais c'est un problème essentiel. Le redressement par les pays industrialisés de l'aide publique au développement et, parallèlement, l'effacement de la dette des pays les plus pauvres et l'allègement de la dette des pays intermédiaires sont deux actions qui sont essentielles. J'espère que, confirmant ce qui a été commencé modestement à Monterrey, nous pourrons avancer davantage à Kananaskis et en tous les cas la France fera sa part.